

# Réalités

Par [Laurent Joffrin](#) — 13 octobre 2015 à 19:56

- Réalités

Édito

Aucun citoyen responsable ne mettra en doute la légitimité de l'action policière quand il s'agit d'assurer la paix civile dans notre démocratie. Aucun citoyen ne contestera que les policiers, depuis le 7 janvier en tout cas, sont sollicités avec une intensité inédite pour contrer une menace terroriste permanente. Aucun citoyen ne restera insensible aux duretés du métier ni à l'insuffisance de certains moyens alloués à la police en des temps de disette budgétaire. Aussi bien, il peut arriver à la justice, dans des cas précis et circonscrits, de commettre des erreurs ou de pécher par sa lenteur. Les revendications des syndicats de police doivent donc être examinées avec considération. Les policiers ont besoin de reconnaissance et de moyens : ces deux aspirations sont fondées. Mais la manifestation prévue ce mercredi place Vendôme a pris une tournure très différente. En organisant un cortège public sous les fenêtres de Christiane Taubira, les responsables syndicaux ont désigné un bouc émissaire. Pour avoir cherché à limiter la récurrence - qui menace les citoyens autant que la primo-délinquance -, la ministre de la Justice est soudain désignée comme la principale responsable des difficultés policières. Alors même que la réalité statistique montre que le prétendu laxisme de l'institution judiciaire est un mythe dès qu'on s'extrait des cas dramatiques mais isolés qui ont déclenché la protestation, pour regarder le tableau général de la lutte contre la criminalité en France. Et quel que soit leur mécontentement, est-ce aux syndicats de police de définir la politique pénale du pays ? Ce rôle n'est-il pas plutôt dévolu aux élus du peuple ? En allant place Vendôme, les manifestants, à leur corps défendant peut-être, se prêtent non à une protestation professionnelle, mais à une opération politique.

[Laurent Joffrin](#)